

## ***DU TRAITEMENT DES BILANS D'ENTREPRISES POUR L'ÉTUDE HISTORIQUE D'UNE BRANCHE INDUSTRIELLE.***

**Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 3, 1995-1996**

**Danièle ROUSSELIER-FRABOULET**

L'utilisation des bilans d'entreprises est relativement peu répandue en histoire économique<sup>1</sup>. Pourtant ils nous renseignent utilement sur le fonctionnement des firmes, et cela d'autant mieux qu'il est possible de les compléter par d'autres sources. Certes, les bilans ne présentent qu'un des aspects de la réalité de l'entreprise. Ils sont produits dans des buts précis : rendre des comptes à l'administration fiscale, informer les actionnaires, rechercher des capitaux, faire de la publicité, éventuellement vendre l'entreprise... Les bilans reflètent donc certains choix, l'écriture comptable étant l'aboutissement de la logique interne de la firme à un moment donné.

Les bilans fournissent certains indicateurs d'activité (stocks, montant des valeurs commerciales engagées ou reçues...), mais aussi des indicateurs de résultats (bénéfices, évaluation du capital fixe, degré d'endettement...). Ils permettent ainsi d'évaluer, à une date donnée, le travail productif, les résultats financiers et leurs conséquences sur l'évolution de l'entreprise, et de comparer les firmes d'une même branche entre elles.

---

1. Voir A. Baudant, *Pont-à-Mousson, 1918-1939, stratégie industrielle d'une dynastie lorraine*, Publications de la Sorbonne, 1980, 507 p. ; Emmanuel Chadeau, *L'industrie aéronautique en France 1900-1950, de Blériot à Dassault*, Paris, Fayard, 1987, 532 p. ; J.P. Daviet, *Un destin international : la Cie de Saint-Gobain, 1830-1939*, Paris, Editions des Archives contemporaines, 1988, 704 p. ; M. de Ferrière Le Vayer, *Christofle, une aventure industrielle 1793-1940*, thèse de doctorat, Université de Paris IV, 1991, 620 p. ; Catherine Omnès, *De l'atelier au groupe industriel Vallourec, 1882-1978*, Paris, Editions de la MSH, 1980, 452 p. ; D. Rousselier-Fraboulet, *Entreprises et Occupation : la métallurgie dionysienne, 1937-1947*, thèse de doctorat, École des hautes études, 1995, 615 p.

La principale difficulté est de pouvoir disposer de séries continues pour une période donnée. La collecte des informations constitue le préalable essentiel à toute étude. Parmi les sources les plus faciles d'accès, se trouvent :

- d'une part des archives publiques<sup>1</sup>, tels les rapports annuels aux assemblées générales déposés dans les chambres de Commerce et d'Industrie<sup>2</sup>, parfois les archives d'entreprises déposés aux Archives nationales (série AQ), ou encore les archives des comités de profits illicites pour les périodes de guerre<sup>3</sup> ;
- d'autre part des archives privées : archives bancaires<sup>4</sup>, ou archives d'entreprises qui, à condition qu'elles soient accessibles, offrent, bien sûr, des renseignements très riches et très variés.

Nous avons choisi de nous placer dans le cas le plus défavorable, mais le plus répandu : des bilans sans compte d'exploitation et même parfois sans compte profits et pertes. L'étude des bilans seuls, complétée souvent par les rapports des conseils d'administration, permet néanmoins d'appréhender l'effet des stratégies sur les performances économiques et financières et sur l'évolution de l'outil de production.

Quand on étudie une seule entreprise, les données comptables sont *a priori* homogènes, il est donc facile d'avoir une méthode comptable homogène. Une analyse financière peut alors être envisagée à partir du bilan fonctionnel. Celui-ci prend en considération l'actif en valeur brute. Les amortissements sont au passif en tant que contribution à l'autofinancement ; ils sont considérés comme des ressources propres.

Les difficultés croissent quand il s'agit d'étudier et de comparer plusieurs entreprises. Avant le plan comptable de 1946, les méthodes comptables différaient d'une entreprise à une autre. Une solution consiste alors à choisir l'approche patrimoniale du bilan qui se calcule à partir du bilan comptable, et non du bilan fonctionnel<sup>5</sup>. Nous utilisons ainsi les indicateurs de résultats dont les actionnaires disposent. La principale différence entre les deux types de bilans

---

1. Pour une période plus récente, après 1945, "les liasses CERFA" sont très utiles : il s'agit de documents édités par la direction générale des impôts et que les entreprises doivent remplir chaque année en plusieurs exemplaires ; un est destiné au greffe du tribunal de Commerce de la circonscription où la firme a son siège. Les liasses CERFA y sont consultables pour les sociétés anonymes.

2. Pour la région parisienne, les registres ont été déposés aux archives de Paris, cote 600 863. Ils ne comprennent que les assemblées générales des entreprises les plus importantes, celles cotées en bourse.

3. Elles sont réparties dans plusieurs centres : archives départementales, archives du ministère de l'Économie et des Finances. Les dossiers recèlent généralement moult renseignements sur l'activité de l'entreprise : chiffres d'affaires, dont celui fait avec l'ennemi, nombre de salariés, bilans, comptes d'exploitation... Malheureusement ces archives ne sont pas consultables, à l'heure actuelle, pour la seconde guerre mondiale.

4. Par exemple, les archives de la direction des Études économiques et financières du Crédit Lyonnais.

5. Voir G. Charreaux, *Gestion financière, principes, études de cas, solutions*, Paris, Ed. Librairie de la cour de Cassation, LITEC, 1989, 694 p. L'approche fonctionnelle est d'ailleurs davantage utilisée dans une gestion financière prévisionnelle que dans une étude chronologique.

réside dans l'inscription des éléments d'actif. Dans le bilan comptable apparaissent, à l'actif, le brut, les amortissements ou provisions<sup>1</sup> et le net. Seul le net compte pour le calcul du total.

Il y a ainsi deux manières de calculer les fonds propres en se plaçant au point de vue financier – bilan fonctionnel – ou en se plaçant du point de vue patrimonial – bilan comptable. Il suffit de choisir une des deux méthodes et de s'y tenir tout au long de l'étude que l'on entend mener.

La première étape – et la plus fastidieuse – est d'harmoniser les données des bilans. Certains postes sont difficiles à définir. Par exemple, dans les bilans de l'entre-deux-guerres, se rencontre fréquemment une rubrique intitulée "fonds de renouvellement". Faut-il la classer dans les réserves ou bien dans les provisions ? La lecture des comptes profits et pertes, quand ils existent, peut nous éclairer ainsi que celle des rapports des conseils d'administration<sup>2</sup>. Le choix qu'on opère est légitime tant qu'il ne varie pas durant toute la période étudiée, et où les mêmes principes sont appliqués à toutes les entreprises. La méthode utilisée doit d'autre part être clairement indiquée.

## Les différents postes du bilan

Voici le schéma type d'un bilan des années 1930-1940 :

Actif = Emplois	Passif = Ressources
<u>Actif immobilisé :</u> Immobilisations d'exploitation Immobilisations financières  <u>Actif circulant :</u> Créances Stocks Disponibilités  Report à nouveau déficitaire Pertes  Charges à répartir Primes de remboursement	<u>Capitaux propres :</u> Capital Réserves Report à nouveau bénéficiaire Bénéfices  Amortissements Provisions  <u>Dettes :</u> Dettes à long terme Dettes à court terme
<b>Total Actif</b> Comptes d'ordre Actif	<b>Total Passif</b> Comptes d'ordre Passif

1. Dans les bilans d'avant 1946, il est fréquemment difficile de déterminer avec précision le montant des provisions.

2. Dans les cas étudiés, lorsque le poste "fonds de renouvellement" apparaissait, les comptes profits et pertes mentionnaient les variations de ces postes d'une année à l'autre. Nous en avons donc déduit que ce fonds ne pouvait constituer des réserves, mais bien des provisions *pour risques et charges*.

Ce schéma simplifié peut servir de modèle pour toutes les années de la période à étudier et pour toutes les entreprises. Les emplois constituent les avoirs de l'entreprise. L'actif immobilisé représente les éléments d'actifs les moins facilement transformables en argent liquide : les immobilisations d'exploitation (terrains, bâtiments, équipements lourds... tout ce qui est à la base de l'activité de production ou d'échange de la firme) et les immobilisations financières (titres de participations dans les filiales, dans d'autres firmes). L'actif circulant ou actif à court terme regroupe les actifs qui peuvent se transformer rapidement en argent liquide : les stocks, les créances-clients, les autres créances et bien sûr les disponibilités.

Les ressources comprennent :

- le passif à long terme (capitaux permanents) composé d'une partie non exigible, les fonds propres, et d'une autre partie exigible à long terme, les dettes à plus d'un an (moyen et long terme) ainsi que les provisions ;
- le passif à court terme (passif circulant) représente l'ensemble des dettes dues à moins d'un an<sup>1</sup>.

Une fois ce travail effectué, l'étude d'éléments de base tels que l'évolution du capital, des immobilisations brutes ou nettes, des stocks, du capital, des réserves et des provisions, des résultats... peut être entamée<sup>2</sup>. On peut en tirer une première série de conclusions : importance des immobilisations par rapport à l'actif total, rapport entre la valeur des biens immobiliers et des biens productifs, proportion des fonds propres, des dettes par rapport au passif total.

La traduction en francs constants et en graphiques est indispensable pour visualiser l'évolution et établir des comparaisons entre les entreprises<sup>3</sup>.

Pour aller plus avant dans l'analyse, il convient de choisir des *ratios*<sup>4</sup> permettant la réalisation des objectifs. Pour chacun d'eux, une batterie de ratios doit être mise au point<sup>5</sup>, car un ratio pris isolément n'a qu'une utilité restreinte. Elle sera conservée pour l'étude de toute la période donnée. Une évolution peut

1. Quelques équations simples traduisent les relations entre les postes du bilan :

$$\text{Fonds propres} = \text{actifs} - \text{dettes}$$

$$\text{Actif} = \text{dettes} + \text{fonds propres}$$

$$\text{Actif} = \text{Passif}$$

2. Sur l'analyse des différents postes du bilan, des comptes d'exploitation ainsi que sur l'évaluation du travail productif, voir E. Chadeau, *Le traitement des données quantitatives et l'histoire des entreprises françaises*, Paris, 1983, 32 p., note méthodologique multigraphiée et déposée à l'IHTP. Voir aussi J. Fourastié, *La comptabilité*, PUF, 1957, coll. Que sais-je ?

Si on dispose des comptes profits et pertes, il est également possible d'analyser l'évolution du bénéfice d'exploitation des usines et celui des frais généraux.

3. Le logiciel Excel pour l'établissement des graphiques donne de très bons résultats.

4. Un ratio est un rapport entre deux valeurs (poste du bilan, du compte de résultat...). Les ratios sont des outils de l'analyse financière. Ils peuvent être exprimés en pourcentage ou en valeur absolue. Ils sont généralement classés en quatre grandes rubriques : les ratios de structure, d'activité, de rentabilité et de liquidité.

5. Voir "Voici les principaux ratios qui vous permettront de juger votre affaire ou celle des autres.", in *Entreprise*, n° 687, 9 nov.1968 ; "Ce qu'est un cash-flow", in *Entreprise*, n° 712, 3 mai 1969 ; J.-F. Renard, *Lire un bilan, c'est simple*, Paris, Top Editions, 1989, 181 p.

être alors dégagée et des comparaisons établies entre les ratios obtenus et les stratégies affichées par les dirigeants, et entre les diverses entreprises du même secteur d'activité.

Passons à l'examen quelques objectifs simples qui peuvent être réalisés avec des données comptables incomplètes.

## Les performances économiques et financières

Elles peuvent être appréhendées au travers de l'évolution des chiffres d'affaires, des bénéfices, de l'excédent brut d'exploitation<sup>1</sup>, des ratios d'activité et de rentabilité.

Le problème le plus souvent rencontré par les historiens est celui de mettre la main sur le chiffre d'affaires des entreprises. Il n'est jamais mentionné dans les rapports annuels du conseil d'administration aux assemblées d'actionnaires. On peut le trouver dans les rapports mensuels du conseil, dans les comptes d'exploitation ou encore dans des documents spécifiques à une période donnée<sup>2</sup>. Le chiffre d'affaires est fort utile car il permet aussi bien de calculer la production puisqu'il tient compte de la variation des stocks, que de mettre en parallèle la production avec la variation des effectifs, ce qui nous informe sur les aménagements de l'organisation du travail, la productivité...

Les ratios d'activité mesurent l'efficacité de la gestion des actifs de l'entreprise. Si le chiffre d'affaires est connu, peuvent être évalués les ratios de rotation des stocks, des créances clients, le délai moyen de paiement des fournisseurs<sup>3</sup>.

Quant à la rentabilité, elle peut être déterminée de plusieurs manières.

La rentabilité *commerciale*, liée à la politique de fixation des prix, est mesurée par le bénéfice net rapporté au chiffre d'affaires. Ce ratio peut être utilement complété par le rapport de l'excédent brut d'exploitation et celui du chiffre d'affaires ; le taux de marge sur le coût de revient de fabrication est ainsi évalué.

---

1. EBE = valeur ajoutée - impôts et taxes - frais de personnel. Cet indicateur, qui ne peut être calculé que si l'on dispose du compte d'exploitation, traduit l'importance des liquidités potentielles disponibles pour le renouvellement des investissements et le paiement des risques des banquiers et des actionnaires.

2. Pour la seconde guerre mondiale, le fichier de l'Office central de Répartition des produits industriels (A.N., F<sup>12</sup> 9500...) propose des séries départementales de 1940 à 1948 qui comprennent une fiche par entreprise où sont mentionnés les effectifs, les chiffres d'affaires... Sur l'exhaustivité et la véracité des données, voir notre thèse, *op.cit.*, p. 39-143.

3. En voici le détail :

- Ratio de rotation des stocks = chiffre d'affaires annuel / stocks x 360
- Délai crédit clients = créances / chiffre d'affaires
- Ratio de rotation des créances clients = clients x 360 / chiffre d'affaires annuel
- Délai crédit fournisseurs = dettes court terme / achats
- Ratio de délai de paiement des fournisseurs = Frs x 360 / chiffre d'affaires annuel

La rentabilité *économique* est fondée sur le rapport entre les bénéfices nets et les capitaux permanents, c'est-à-dire les ressources stables dont dispose l'entreprise : capital, réserves, résultats, dettes à long terme.

Le rapport bénéfices nets sur fonds propres (capital, réserves et résultats) permet d'apprécier la rentabilité *financière* des entreprises.

La rentabilité varie selon la conjoncture, la politique d'investissements, la stratégie financière des entreprises. Ainsi la seconde guerre mondiale s'est traduite par une dégradation de l'activité, des bénéfices, de la rentabilité sous l'effet de facteurs multiples : réglementation des prix de vente, modicité des contingents de matières premières et d'énergie à l'origine de délais de livraisons plus longs et des besoins en fonds de roulement plus grands, prix de remplacement des stocks de plus en plus élevés, alourdissement des frais généraux (dépenses sociales)...

## La politique financière

Les modes de financement, la solvabilité et donc la qualité de la politique financière des entreprises peuvent être étudiés à partir de quelques ratios particulièrement significatifs, calculés grâce des documents comptables et complétés par l'évaluation de l'équilibre financier.

Le financement du capital investi permet d'évaluer dans quelle mesure l'actif immobilisé est financé par les capitaux permanents. Avant la seconde guerre mondiale dans les entreprises métallurgiques, le financement des immobilisations était largement couvert par les capitaux permanents, ce qui n'est plus le cas à l'issue du conflit.

Le ratio capitaux propres sur le total du bilan mesure le degré de dépendance vis-à-vis des créanciers. L'autonomie financière est considérée comme satisfaisante si elle est supérieure à un tiers. Le calcul du taux d'endettement, emprunts et dettes à court terme sur les capitaux propres, complète l'information.

L'analyse des ratios de liquidités apporte des éléments complémentaires à l'étude financière des sociétés. Il faut d'abord considérer le fond de roulement de l'entreprise (différence entre l'actif à court terme et le passif à court terme). Si les ratios de liquidité générale, actif circulant<sup>1</sup> sur dettes à court terme, sont supérieurs à 1, cela signifie que les fonds de roulement<sup>2</sup> sont positifs. Plus le ratio est élevé (il peut parfois être supérieur à 3 ou 4), plus les firmes sont à l'aise financièrement, et plus le fonds de roulement est important. Mais ce ratio n'est pas suffisant pour apprécier la liquidité de l'entreprise, le numérateur incluant

---

1. C'est-à-dire actif à court terme : stocks, créances, divers (valeurs mobilières, disponibilités...)

2. Le fonds de roulement est égal à la différence entre la totalité des capitaux permanents et l'actif immobilisé.

les stocks ; rien ne prouve que la transformation de ces stocks en liquidités sera aussi rapide que l'arrivée à échéance des dettes à court terme. Il faut donc coupler ce ratio avec celui de liquidité réduite qui n'inclut pas les stocks<sup>1</sup>. Il est considéré comme bon s'il est égal ou supérieur à un tiers.

Le calcul de la trésorerie, différence entre le fond de roulement et les besoins en fonds de roulement<sup>2</sup>, est un autre indicateur de la situation financière. Les entreprises, pour améliorer leur trésorerie, émettent souvent des obligations ou créent des actions nouvelles ; elles peuvent ainsi augmenter leurs investissements et maintenir l'équilibre financier entre les ressources et les emplois.

Il est également intéressant d'étudier à quoi sont utilisées les liquidités. La rémunération du capital est souvent une des priorités. Le recensement des dividendes versés permet d'analyser les rapports entre l'entreprise et ses actionnaires<sup>3</sup>. Ainsi, à la veille de la seconde guerre mondiale, les entreprises métallurgiques de la région parisienne profitent de l'amélioration de leur situation financière pour rémunérer leurs actionnaires. Les capitaux dégagés sont également employés aux investissements productifs<sup>4</sup> et financiers. Si les dotations aux amortissements et aux provisions sont indiqués, notamment dans les comptes profits et pertes, il est possible de calculer le cash-flow, la marge brute d'autofinancement, ce qui mesure l'accroissement des disponibilités de l'entreprise pendant l'exercice et indique la capacité de financement dégagée par l'exploitation de l'entreprise. Le cash-flow se définit par le résultat net auquel s'ajoutent les dotations aux amortissements et aux provisions<sup>5</sup>.

## La politique industrielle

Les entreprises préfèrent-elles rénover leur outil de production ou s'orienter vers un mode de croissance externe ?

Le calcul du ratio de vieillissement de l'outil de production, rapportant les amortissements aux immobilisations d'exploitation, répond à cette question.

---

1. Liquidité réduite = créances + disponibilités / dettes court terme

2. Besoin en fond de roulement = actif circulant - dettes court terme;

3. Ratio = bénéfices distribués (dividendes et tantièmes) / capital.

4. Souvent, nous ne disposons que du chiffre des immobilisations brutes. Les variations d'un bilan à l'autre ne reflètent pas la politique d'investissement puisque ces variations incluent à la fois les cessions (diminutions des immobilisations brutes) et les acquisitions (augmentation des immobilisations brutes). Autrement dit, si l'indication des immobilisations nouvelles fait défaut, les variations des immobilisations brutes ne peuvent qu'indiquer une tendance.

5. Le calcul du cash-flow peut être affiné si l'on prend en compte les variations des sommes à percevoir, les ventes non encore encaissées, les achats non décaissés, les stocks non consommés. Le cash-flow réel est alors égal au cash-flow moins les variations du compte clients et moins celles de la valeur des stocks, auxquels s'ajoutent les variations du compte fournisseurs.

Plus il est proche de un, plus les entreprises ont un matériel vieilli. L'évolution des immobilisations d'exploitation en francs constants, ou mieux celle des immobilisations nouvelles si elles sont indiquées, montre également le recul de l'investissement productif.

Le ratio des immobilisations brutes d'exploitation rapportées aux immobilisations brutes totales, permet de voir le type de mode de croissance. Dans la métallurgie, la quasi totalité des entreprises ont des immobilisations d'exploitation très importantes et donc un mode de croissance interne. Toutefois, spécialement avant la seconde guerre mondiale, les immobilisations financières sont rarement individualisées dans les bilans ; elles peuvent être incorporées au poste titres et placements, ce qui tend à majorer l'importance de la croissance interne. En ce qui concerne le mode de croissance externe, les informations sur les participations financières dans d'autres sociétés sont données dans les rapports des conseils d'administration aux assemblées générales. Dans la métallurgie, les prises de participations s'effectuent essentiellement dans des entreprises fabriquant les mêmes types de produits ou dans des établissements fournissant des produits semi-finis. Cela favorise l'obtention de conditions de paiement avantageuses leur permettant de réduire leur besoin en fond de roulement et d'améliorer leur trésorerie.

### **Essai de typologie : l'exemple de la métallurgie dionysienne**

Cette étude terminée, il peut être intéressant de dresser une typologie selon la situation économique et financière des entreprises, à différents moments de la chronologie retenue. L'exemple proposé est celui de la métallurgie d'une ville de la banlieue nord, Saint-Denis, entre 1937 et 1947<sup>1</sup>. A la veille du conflit, la politique financière vise à restaurer l'autonomie financière, à résorber la crise de liquidités des années 1930, une partie des liquidités étant utilisée à la rémunération du capital, une autre aux investissements productifs. Trois types d'entreprises métallurgiques sont alors distingués.

Le premier groupe comprend des firmes dynamiques, mais dont la situation financière demeure fragile. Des caractéristiques communes se dégagent :

- une croissance rapide caractérisée par une hausse du chiffre d'affaires et des besoins en fonds de roulement du fait de l'accroissement des stocks et des créances. En conséquence les investissements nécessaires provoquent la chute du fonds de roulement ;
- une augmentation des bénéfices ;

---

1. Voir notre thèse, essentiellement le chapitre VII.

- un taux d'endettement variable dépendant des possibilités d'auto-financement des firmes, mais non négligeable ;
- une autonomie financière inférieure à un tiers.

La taille des firmes de ce groupe est très variable (de cent à plus de cinq cent salariés) ainsi que la nature des produits fabriqués.

Le second groupe voit son activité progresser faiblement ou baisser par rapport aux années précédentes (1938-1939). Outre cette caractéristique, il présente :

- des besoins en fonds de roulement en baisse ;
- un fonds de roulement et une trésorerie en hausse ;
- un outil de production vieillissant ;
- des bénéfices importants.

Un troisième groupe voit aussi son activité progresser faiblement ou régresser, mais le besoin en fonds de roulement croître par sur-stockage et par augmentation du crédit clients. Les autres points communs sont :

- une chute des bénéfices ;
- une chute du fonds de roulement et une trésorerie à l'étroit ;
- un très fort endettement ;
- une autonomie financière très faible et un ratio de liquidité générale inférieure à 1.

Ce type de classement est malheureusement souvent à relativiser parce que les séries d'indicateurs peuvent être lacunaires et qu'une société ne présente pas forcément toutes les caractéristiques énoncées. Néanmoins, il permet de discerner les tendances et de dresser un bilan à l'issue de la période étudiée : les entreprises les plus performantes avant le conflit le restent-elles encore ? Les sociétés métallurgiques les plus dynamiques en 1939 sont-elles celles qui ont le mieux résisté à la guerre et entamé dans de meilleures conditions la reconstruction ? La réussite financière est-elle fonction de l'importance de la firme, de la nature des fabrications, de la stratégie adoptée face au conflit ?

Il faut bien sûr tenir compte d'un contexte différent. La guerre a provoqué une dégradation à tous les niveaux : des difficultés de trésorerie fort importantes, une autonomie financière qui oscille souvent entre stabilité et régression, des taux d'endettement parfois impressionnants. Cependant des réserves et des provisions ont souvent été accumulés et la plupart des entreprises n'ont pas hésité à rétribuer leur actionnariat. La stratégie des firmes durant cette période se résume en deux mots : pragmatisme et prudence. Après la guerre, les besoins de capitaux sont très importants ; les besoins en fonds de roulement et les fonds de roulement eux-mêmes progressent beaucoup, notamment en raison de la dépréciation monétaire. Mais compte tenu de l'importance des commandes, le groupe des entreprises dynamiques s'est renforcé de quelques entreprises du deuxième et même, dans un cas, du troisième groupe. La reconstruction favorise

le renouvellement des installations vétustes avec l'aide de l'État. Malgré la reprise des affaires, quelques entreprises, dont 25% viennent du premier groupe, éprouvent des difficultés, n'ayant pas encore réussi à renouveler leur outil de production en 1947-1948 ; leur taux de rentabilité financière et économique s'en ressent, l'augmentation des charges sociales, les restrictions d'énergie semblent peser plus particulièrement sur elles. En résumé, il apparaît que la situation en 1939-1940 n'a pas été vraiment déterminante dans les aptitudes à la reprise.

L'étude des bilans donne donc de multiples informations sur le fonctionnement, les résultats de l'entreprise, la stratégie employée par ses dirigeants, sur la manière dont les entreprises d'une même branche réagissent à un contexte donné. Elle peut permettre des comparaisons avec d'autres époques. Elle est le complément nécessaire à toute analyse économique et technique. Certes, le travail est souvent long : interprétation et harmonisation des données, codification pour le traitement informatique... Mais si l'on se fixe des objectifs simples et précis sont fixés, les résultats conduisent à une bonne compréhension de l'évolution de l'entreprise à diverses époques et du rôle des différents agents de production.

## *Annexes*

Sont présentés ici quelques aspects de l'étude des bilans d'une entreprise métallurgique moyenne de la ville de Saint-Denis (423 salariés en 1939). Les graphiques qui suivent les tableaux permettent de comparer l'autonomie financière et le financement du capital investi de cette société avec ceux d'autres entreprises dionysiennes, moyennes et grandes.

Tableaux et graphiques réalisés par Marie-Lys Pottier.

Bilan de la Société X						
ANNEES	1937	1938	1939	1940	1941	1942
<b>ACTIF</b>						
IMMOBILISATIONS EXPLOITATION	19 496 849,69	19 676 965,69	20 512 607,99	20 950 331,19	22 503 228,74	23 815 692,89
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	.	.	.	.	.	.
CREANCES	21 077 624,85	21 371 159,53	19 614 334,60	16 292 369,47	32 014 941,00	39 246 831,50
STOCKS	29 455 562,46	30 446 805,35	35 414 495,90	41 670 223,46	39 559 319,92	40 103 194,60
DISPONIBILITES	1 851 884,82	1 862 876,71	3 255 065,00	5 068 928,71	8 629 150,22	3 361 268,16
PERTES	.	.	.	.	.	.
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>71 881 921,82</b>	<b>73 357 807,28</b>	<b>78 796 503,49</b>	<b>83 981 852,83</b>	<b>102 706 639,88</b>	<b>106 526 987,15</b>
<b>PASSIF</b>						
CAPITAL	20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	30 000 000,00	30 000 000,00
PRIME D'EMISSION	1 650 000,00	.	1 650 000,00	1 650 000,00	3 150 000,00	3 150 000,00
RESERVES	7 247 439,78	9 557 737,60	8 000 000,00	8 377 529,00	9 990 332,55	11 490 087,60
REPORT A NOUVEAU BENEFICIAIRE	863 827,28	946 187,53	961 117,97	968 142,19	968 142,19	1 915 251,38
BENEFICES	2 367 577,97	2 559 292,88	3 341 138,02	2 904 208,25	3 290 958,09	1 342 337,08
AMORTISSEMENTS	13 633 967,18	14 401 340,27	15 090 264,86	16 298 268,98	17 009 869,92	17 836 797,76
PROVISIONS	.	.	805 397,00	2 027 868,00	8 604 064,45	9 789 000,00
DETTES A LONG TERME	8 342 000,00	8 006 000,00	7 718 000,00	7 432 000,00	7 181 000,00	6 922 000,00
DETTES A COURT TERME	17 777 109,61	17 887 249,00	21 230 585,64	24 323 836,41	22 512 272,68	24 081 513,33
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>71 881 921,82</b>	<b>73 357 807,28</b>	<b>78 796 503,49</b>	<b>83 981 852,83</b>	<b>102 706 639,88</b>	<b>106 526 987,15</b>

## Equilibre financier de la société X

ELEMENTS DU BILAN FONCTIONNEL	1937	1938	1939	1940	1941	1942
<b>CAPITAUX PROPRES</b>						
CAPITAL	20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	20 000 000,00	30 000 000,00	30 000 000,00
RESERVES	1 650 000,00	1 650 000,00	1 650 000,00	1 650 000,00	3 150 000,00	3 150 000,00
PRIME D'EMISSION	7 247 439,78	9 557 737,60	8 000 000,00	8 377 429,00	9 990 432,55	11 400 000,00
REPORT A NOUVEAU BENEFICIAIRE	863 827,28	946 187,53	963 117,97	968 142,19	968 142,19	1 015 251,38
BENEFICES	2 367 572,97	2 559 292,88	3 341 148,87	2 904 200,25	3 290 958,09	1 342 337,98
PERTES	.	.	.	.	.	.
AMORTISSEMENTS	13 633 967,38	14 401 340,27	15 090 264,86	16 298 268,98	17 059 869,92	17 856 797,76
PROVISIONS	.	.	805 197,00	2 027 808,00	8 605 064,35	9 789 000,00
RESSOURCES PROPRES - A	45 762 812,21	47 464 558,28	49 847 917,85	52 226 016,42	73 013 167,20	75 531 473,82
DETTES A LONG TERME - B	8 342 000,00	8 006 000,00	7 718 000,00	7 437 000,00	7 381 000,00	6 922 000,00
RESSOURCES PERMANENTES - C = A+B	54 104 812,21	55 470 558,28	57 565 917,85	59 658 016,42	80 194 167,20	82 445 473,82
ACTIF IMMOBILISER BRUT	19 496 849,69	19 676 965,69	20 512 607,99	20 950 331,10	22 503 228,74	23 815 692,89
IMMOBILISATIONS EXPLOITATION	.	.	.	.	.	.
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	.	.	.	.	.	.
SOUS TOTAL - D	19 496 849,69	19 676 965,69	20 512 607,99	20 950 331,10	22 503 228,74	23 815 692,89
FRNG - E = C-D	34 607 962,52	35 793 592,59	37 053 309,86	38 707 685,21	57 691 138,46	58 629 780,93
<b>ACTIF CIRCULANT</b>						
CREANCES	21 077 624,85	21 371 159,33	19 614 334,60	16 292 369,47	32 014 941,00	39 246 831,50
STOCKS	29 455 562,46	30 446 805,15	35 414 495,90	41 670 223,46	39 559 119,92	40 403 194,60
SOUS TOTAL - a	50 533 187,31	51 817 964,48	55 028 830,50	57 962 592,93	71 574 060,92	79 650 026,10
DETTES A COURT TERME - b	17 777 109,61	17 887 249,00	21 230 385,64	24 323 836,41	22 512 272,68	24 081 513,33
BFR - c = a - b	32 756 077,70	33 930 715,88	33 798 444,86	33 638 756,52	49 061 988,24	55 568 512,77
DISPONIBILITES	1 051 884,82	1 862 876,71	3 235 065,00	5 068 928,71	8 629 150,22	3 361 268,16
TRESORERIE - f = e - c	1 851 884,82	1 862 876,71	3 255 065,00	5 068 928,71	8 629 150,22	3 361 268,16

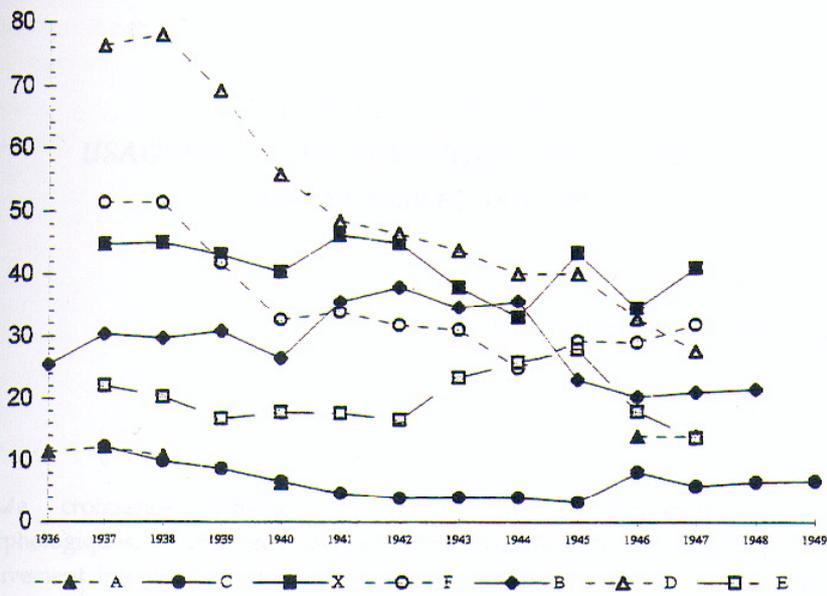
## Société X - ratios financiers 1 -

RATIOS FINANCIERS	1937	1938	1939	1940	1941	1942
RENTABILITE FINANCIERE						
RESULTATS	2 367 577,97	2 559 292,88	3 341 138,02	2 904 208,25	3 290 958,09	1 342 337,08
CAPITAUX PROPRES	32 128 845,03	33 063 218,01	33 952 255,99	33 899 879,44	47 398 432,83	47 897 676,06
RENTABILITE FINANCIERE	7,4%	7,7%	9,8%	8,6%	6,9%	2,8%
FINANCEMENT DU CAPITAL INVESTI						
CAPITAUX PERMANENTS	40 470 845,03	41 069 218,01	41 670 255,99	41 331 879,44	54 570 432,83	54 819 676,06
ACTIF IMMOBILISE	19 496 849,69	19 676 965,69	20 512 607,99	20 950 331,19	22 503 228,74	23 815 692,89
FINANCEMENT DU CAPITAL INVESTI	207,6%	208,7%	203,1%	197,3%	242,5%	230,2%
AUTONOMIE FINANCIERE						
CAPITAUX PROPRES	32 128 845,03	33 063 218,01	33 952 255,99	33 899 879,44	47 398 432,83	47 897 676,06
TOTAL BILAN	71 881 921,82	73 357 807,28	78 796 503,49	83 981 852,83	102 706 639,88	106 526 987,15
AUTONOMIE FINANCIERE	44,7%	45,1%	43,1%	40,4%	46,1%	45,0%
TAUX D'ENDETTEMENT						
EMPRUNTS ET DETTES A COURT TERME	26 119 109,61	25 893 249,00	28 948 585,64	31 755 836,41	29 693 272,68	31 003 513,33
CAPITAUX PROPRES	32 128 845,03	33 063 218,01	33 952 255,99	33 899 879,44	47 398 432,83	47 897 676,06
TAUX D'ENDETTEMENT	81,3%	78,3%	85,3%	93,7%	62,6%	64,7%
DEGRE DE VIEILLISSEMENT DE L'OUTIL DE TRAVAIL						
AMORTISSEMENTS	13 633 967,18	14 401 340,27	15 090 264,86	16 298 268,98	17 009 869,92	17 836 797,76
IMMOBILISATIONS EXPLOITATION	19 496 849,69	19 676 965,69	20 512 607,99	20 950 331,19	22 503 228,74	23 815 692,89
DEGRE DE VIEILLISSEMENT DE L'OUTIL DE TRAVAIL	69,9%	73,2%	73,6%	77,8%	75,6%	74,9%
CALCUL DE LA PRODUCTION						
VARIATION DE STOCKS	991 242,89	4 967 690,55	6 255 727,56	6 255 727,56	-2 110 903,54	543 874,68
CHIFFRE D'AFFAIRES	59 917 156,00	59 901 132,00	59 901 132,00	56 263 171,00	70 167 914,00	71 894 378,00
CALCUL DE LA PRODUCTION	60 908 398,89	64 868 822,55	62 518 898,56	62 518 898,56	68 057 010,46	72 438 252,68

## Société X - ratios financiers 2 -

RATIOS DE PERFORMANCES ECONOMIQUES	1937	1938	1939	1940	1941	1942
<b>RENTABILITE COMMERCIALE</b>						
RESULTATS CHIFFRE D'AFFAIRES	2367577,97	2559292,88 59917156,00	3341138,02 59901132,00	2904208,25 56263171,00	3290958,09 70167914,00	1342337,08 71894378,00
<b>RENTABILITE COMMERCIALE</b>		4,3%	5,6%	5,2%	4,7%	1,9%
<b>RENTABILITE ECONOMIQUE</b>						
RESULTATS CAPITAUX PERMANENTS	2367577,97 40470845,03	2559292,88 41069218,01	3341138,02 41670255,99	2904208,25 41331879,44	3290958,09 54570432,83	1342337,08 54819676,06
<b>RENTABILITE ECONOMIQUE</b>	5,9%	6,2%	8,0%	7,0%	6,0%	2,4%
<b>DELAI CREDIT CLIENTS</b>						
CREANCES CHIFFRE D'AFFAIRES	21 077 624,85	21 371 159,53 59917156,00	19 614 334,60 59901132,00	16 292 369,47 56263171,00	32 014 941,00 70167914,00	39 246 831,50 71894378,00
<b>DELAI CREDIT CLIENTS</b>		128	118	104	164	197
<b>DELAI CREDIT FOURNISSEURS</b>						
DETTES A COURT TERME CHARGES EXPLOITATION	17 777 109,61	17 887 249,00	21 230 585,64	24 323 836,41	22 512 272,68	24 081 513,33

**Autonomie financière**



**Financement du capital investi**

